

<https://ricochets.cc/Desarmer-les-gouvernements-et-prendre-enfin-nos-vies-en-main-7731.html>



Désarmer les gouvernements, et prendre enfin nos vies en main ?

- Les Articles -



Publication date: mardi 16 juillet 2024

Copyright © Ricochets - Tous droits réservés

Au sommet de l'Etat macronisé et dans les sérails des partis de gauche ça négocie, ça ourdit, ça s'allie et ça se désallie.

Après le cirque du vote, nécessaire pour s'éviter l'extrême droite (un simple sursis si rien de consistant de se passe), les manoeuvres reprennent « en haut » et les peuples en sont exclus, comme d'habitude dans cette démocratie.

Après, l'élection tout continue comme avant :

...A moins qu'un puissant mouvement social émancipateur qui déborde partis et syndicats, durant les JO ou dès l'automne, ne viennent imposer ses objectifs tant au régime macroniste qu'au Nouveau Front Populaire aux ambitions somme toute très modestes, tout en contrant l'extrême droite et son projet capitaliste appuyé au racisme.

...A moins que la « gauche de rupture » s'étende, s'implante partout et s'intensifie (se radicalise, sur la forme, l'action, comme sur le fond), rejointe par de nombreuses nouvelles personnes et composantes.

Remarques persos

Tâche difficile que de convaincre de voter quand les pauvres et exclus constatent chaque jour leur impuissance, leur précarité croissante, et la poursuite des mêmes politiques ultra-capitalistes, anti-écologiques et anti-sociales.

Il y a quelque chose de paradoxal de demander à des personnes « en défiance » de s'intéresser à la politique institutionnelle dans un système anti-démocratique dominé par le capitalisme (et ses médias) et des technocraties non élues.

Il s'agirait encore de jeter un bulletin dans une urne et de laisser faire les représentants ?

Il s'agirait encore de jeter un bulletin dans une urne et de laisser faire les représentants, les institutions bourgeoises et les appareils des partis, de faire confiance à un modèle de société structurellement inégalitaire et écocidaire ?

Le système en place a toujours martelé que « ce n'est pas la rue qui gouverne », a réprimé sans pitié les contestations et les aspirations à la justice sociale et à la démocratie réelle (notamment lors de la répression féroce du soulèvement des gilets jaunes), a accru la concentration et la centralisation des pouvoirs politiques et économiques, pour ensuite se plaindre de la désaffection, de l'abstentionnisme, de la résignation, de l'absence d'espoirs, des ressentiments, de la montée de l'extrême droite qu'il a contribué à orchestrer et à laisser faire.

En réalité, les tenants du système autoritaire techno-capitaliste et étatiste sont ravis : les peuples sont largement écrasés et soumis à la propagande merdienne, ils sont dépendants de la mégamachine et précarisés, ils sont individualisés, séparés en « races » et livrés aux algorithmes des réseaux internet, donc ils sont incapables de vraiment résister, de s'organiser, de faire grève massivement, de se révolter franchement, et les puissants peuvent donc manoeuvrer à leur guise pour continuer d'imposer partout leurs intérêts et les désastres associés.

► « La-démocratie » (la démocratie, l'oligarchie élective, la république bourgeoise) a montré :

- qu'elle répond aux aspirations légitimes à la démocratie réelle et à la justice sociale par la matraque et l'enfumage
- qu'elle est incapable d'enrayer la montée de l'extrême droite, ni politiquement ni institutionnellement, et qu'au contraire elle est son terreau fertile, voir pire : le néofascisme est une solution de secours du système en place pour que rien ne change
- qu'elle n'a rien de consistant, de sérieux, à proposer pour enrayer les catastrophes écologiques/climatiques, la paupérisation, l'isolement et l'impuissance individuelle... si ce n'est une vague « nouvelle » version du

Désarmer les gouvernements, et prendre enfin nos vies en main ?

capitalisme et un peu de redistribution clientéliste de l'argent des plus riches vers les plus pauvres

- que [la « sociale-démocratie » a été, et sera plus encore, une impasse](#)

Alors qu'on a inculqué que le vote était l'alpha et l'omega de la politique, que le déléguation aux représentants était la démocratie, que le libre marché était sacré et intouchable, **comment faire en sorte que de nombreuses personnes reprennent leur vie en main en s'occupant directement (sans délégations ni intermédiaires) de la politique, de tout ce qui les concerne ?**

La gauche et toutes ses composantes peut-elle encore peser de manière consistante ?

Des formes de luttes et d'alternatives radicales sur la durée (voire une révolution) ET ayant un impact réel sont elles possibles ? Ou seuls d'éphémères soulèvements écrasés à coup de grenades peuvent survenir ?

La démocrature française est un écrin rêvé et taillé sur mesure pour des racistes et suprémacistes capitalistes

A l'heure où l'extrême droite est toujours plus prêt du pouvoir total au sein de la démocrature française (un écrin rêvé et taillé sur mesure pour des racistes et suprémacistes capitalistes), où l'ultra-capitalisme ravage les écosystèmes et le climat, rendant la planète inhabitable, où la misère explose, où la guerre menace sérieusement de se généraliser, les réponses pratiques et opérationnelles à ces questions sont plus que jamais vitales et urgentes.

- ▶ **Les extrêmes (l'extrême centre, la droite extrême et l'extrême droite), tous autoritaires et ultracapitalistes, sont toujours en force, toujours du côté du système policier et des possédants, ils ne veulent ni de la démocratie réelle ni du moindre début de sortie du techno-capitalisme.**

On ne les fera pas plier/disparaître par la négociation et la gentillesse, mais par le rapport de force acharné, le démantèlement, le désarmement et la submersion d'activités d'autonomies et de solidarité.

- ▶ des articles récents à (re)lire :

- [Si tu ne t'occupes pas de politique, l'Etat, les gouvernements, le capitalisme et les bourgeois s'occuperont de toi](#) - Le vote est le degré zéro de la politique
- [La SEULE question qui importe : le nombre de personnes déterminées qui s'engagent](#) - et se battent contre le modèle en place et pour des alternatives radicales
- [L'impasse du vote et la nécessité de l'insurrectionnalisme](#) - Limiter la casse politique par le vote sans appeler, dans le même temps, à la grève et à l'insurrection, c'est une démarche criminelle et une impasse



Désarmer les gouvernements, et prendre enfin nos vies en main ?

Une victoire en suspens ?

- Le 10 juillet s'est tenu à Pantin, à l'appel de plusieurs collectifs, organisations et médias alternatifs, dont Contretemps, un long meeting très important sur le thème « Après le 7 juillet, que faire ? » avec beaucoup d'interventions poignantes et stimulantes, comme celle d'Olivier Marboeuf, de Nouredine Aoussat...

Lecture

[QUE FAIRE ? Frédéric Lordon, Olivier Besançon, Amal Bentounsi, Houria Bouteldja Nouredine Aoussat](#) par [Paroles D'Honneur-Â»<https://www.youtube.com/@ParolesDHonneur>]
<https://www.youtube.com/watch?v=wVOVnCVyUnY&t=18478s>

- [Une victoire en suspens ?](#) . Nous reprenons ici l'intervention de Paul Elek. L'enregistrement vidéo de ce meeting est [disponible ici](#).
(...)
Je propose de dire qu'il s'agit d'une victoire, en suspens. Suspendue, à la capacité de notre camp social d'élargir son périmètre au sein de la société tout en radicalisant le substrat de sa proposition politique. Or, cet objectif se présente comme une difficulté en période d'offensive réactionnaire. Malgré le barrage républicain qui permet à une centaine de députés du bloc central de rejoindre les bancs de l'assemblée alors qu'il ne bénéficie qu'à une quarantaine d'élus du NFP, et malgré le risque d'une extrême droite qui reste en embuscade avec ces plus de 10 millions d'électeurs, la courte avance de la gauche parlementaire reste néanmoins un point de départ pour notre camp social.
(...)
La référence majeure à un danger fasciste a eu l'effet inverse d'une réaction politique qui aurait contenu un brin de dimension passionnelle et tragique, autre que celle de la peur, avec ce qu'elle implique de prise de risque individuelle et collective. Elle a, à l'inverse, posé les futures conditions d'un consensus social libéral dont même Mélenchon et sa garde rapprochée sont exclus, au même titre que le RN d'ailleurs. Ce qui a donc prévalu, c'est la lutte contre « les extrêmes » pour la formation de blocs gestionnaires composés des « partis de gouvernement », selon la nouvelle formule. Pourtant, et nous l'avons dit d'une autre façon dans notre précédente brochure, nous sommes à une époque dans laquelle, il n'y a justement plus d'extrêmes, au moins au sens politique. En prononçant la dissolution et en l'absence prévue de toute grève ou action insurrectionnelle, Macron et quelques conseillers de l'ombre et experts en désamorçage politique ont consacré le déjà célèbre : « Il faut que tout change pour que rien ne change. » de Giuseppe Tomasi di Lampedusa dans Le Guépard.
- [Vaincre le néofascisme, construire l'alternative](#) - Nous reprenons ici l'intervention d'Alexis Cukier. - **Après le soulagement de dimanche dernier, l'heure est à se dire les choses entre camarades de la gauche anticapitaliste, antifasciste et décoloniale : ce résultat des élections n'est qu'un répit, la bataille sera longue et difficile, et il faudra se battre ensemble. L'heure est à ne pas s'endormir, à préparer la suite : après le moment de la mobilisation électorale, c'est aujourd'hui, cela doit être le moment de l'auto-organisation, d'assemblées locales du Nouveau Front Populaire, et plus largement d'assemblées antifascistes et anti-impérialistes de masse, de fêtes politiques et rassemblements dans les quartiers. C'est l'heure de la rue et des luttes, de la préparation de grèves pour faire pression sur le prochain gouvernement quel qu'il soit -et nous venons d'apprendre l'appel syndical à des grèves et rassemblements dès jeudi prochain, le 18 juillet... Car malgré le front électoral antifasciste qui a permis d'empêcher que les vichyssois gouvernent la France cette semaine, un gouvernement de gauche n'est pas du acquis, au contraire Macron prépare un gouvernement d'extrême-centre encore plus à droite que les précédents. C'est l'heure de l'autodéfense populaire contre l'islamophobie et tous les racismes, et de l'affirmation politique de la gauche anticapitaliste et alternative, de l'antiracisme politique et des quartiers populaires.** (...) D'abord, donc, « battre le RN » : cela voudrait dire quoi ? Parce qu'on partage ce soir le même constat : on a repoussé provisoirement la menace d'un État fasciste, mais la fascisation progresse. Le RN est passé entre 2017 et 2024 de 8 à 143 député.e.s ; en nombre de suffrages la gauche est derrière le RN et ses alliés, et pour compter le camp de nos ennemis mortels, il faut ajouter aussi au moins les Républicains extrême-droitisés, et le camp présidentiel, qui a fait passer la série de lois liberticides et

xénophobes contre laquelle nous nous sommes mobilisées (...)

DE MACRON AU RN : les PARASITES sont prêts à TOUT pour maintenir leurs INTÉRÊTS - Nicolas Framont

► [DE MACRON AU RN : les PARASITES sont prêts à TOUT pour maintenir leurs INTÉRÊTS - Nicolas Framont](#)

Lecture

[DE MACRON AU RN : les PARASITES sont prêts à TOUT pour maintenir leurs INTÉRÊTS - Nicolas Framont](#) par [ÉLUCID-Â»<https://www.youtube.com/@ElucidMedia>]
<https://youtu.be/IO5HDCDvNZE>

ÉLUCID : "Nicolas FRAMONT est rédacteur en chef du magazine Frustration. Ses recherches portent sur la sociologie de la bourgeoisie et du travail, et il est l'auteur de « Parasites » (Ed. LLL). Le parasite est un « organisme qui se nourrit strictement aux dépens d'un organisme hôte d'une espèce différente ». Or, dans notre société, les parasites sont incarnés dans la classe bourgeoise. Dans cet entretien par Olivier Berruyer pour Éluclid, Nicolas Framont montre que la lutte des classes est loin d'être terminée, et que par delà les beaux discours accrédités par le système politique et médiatique, quelques privilégiés pillent et exploitent la majorité d'entre nous, sans que rien de valable ne puisse justifier cette injustice. Alors que les forces politiques sont en pleine recomposition suite à la dissolution d'Emmanuel Macron, plus que jamais les intérêts de la bourgeoisie mènent la danse"

Le Nouveau Front Populaire victorieux, et après ? - Nicolas Framont et Sarah Legrain

Lecture

[Construire l'opposition populaire](#) par [Hors-Série-Â»<https://www.youtube.com/@hors-serie5965>]
<https://youtu.be/eBu-AwKQPHw>

► [Le Nouveau Front Populaire victorieux, et après ? - Nicolas Framont et Sarah Legrain](#)

Selim DERKAOUI pour HORS-SERIE : "Malgré une propagande médiatico-politique déchaînée, le Nouveau Front Populaire (NFP) est arrivé en tête du second tour des législatives et dispose d'une majorité relative. Les sondages Ifop ont une nouvelle fois fait flop. « Je suis totalement perdue, je ne sais même pas fêter quelque chose que je n'ai jamais connu », me souffle une amie place de la République le soir des résultats. Une partie de la France se dit « soulagée » de ne pas avoir à subir une gouvernance d'extrême droite. **Le lendemain, l'euphorie militante laisse déjà place au devoir de lucidité. Les inquiétudes et les questionnements fusent dans nos têtes : le Rassemblement national (RN) progresse en nombre de sièges, gagne-t-on seulement du temps avant Marine Le Pen au pouvoir en 2027 ?** Gérald Darmanin sera-t-il le futur Premier ministre de mèche avec « le centre » et l'extrême droite ? La France insoumise (LFI) va-t-elle réussir à composer avec le Parti socialiste (PS) et Europe écologie les verts (EELV) ? La sociale-démocratie libérale, Macron-compatible et passée maître dans l'art de la trahison, est-elle ressuscitée au détriment de la véritable gauche de rupture ? Au-delà du front parlementaire, comment faire exister et perdurer concrètement le Front populaire, militant, médiatique et associatif ? Pour répondre à toutes ces questions, j'ai le plaisir de recevoir Nicolas Framont, rédacteur en chef de Frustration magazine et sociologue du travail pour les CSE, ainsi que Sarah Legrain, députée NFP/LFI dans le 19e arrondissement parisien et membre de la coordination nationale LFI."



Désarmer les gouvernements, et prendre enfin nos vies en main ?

MALGRÉ SA DÉFAITE, LE GOUVERNEMENT CONTINUE SES ATTAQUES COMME S'IL N'Y AVAIT PAS EU D'ÉLECTION

Plus personne ne prétend le contraire : Macron voulait donner une victoire au RN en organisant une dissolution surprise de l'Assemblée à la veille des vacances d'été, au moment où l'extrême droite était la plus forte, et profitant du morcèlement de la gauche. Le plan a foiré. Les macronistes font donc comme si les élections n'avaient pas eu lieu et continuent leur travail de démolition comme si rien ne s'était passé.

Le 8 juillet, Macron refusait la démission de son Premier Ministre Gabriel Attal, ce qui est la règle après une telle défaite : le gouvernement n'a plus de majorité, même relative, et encore moins de légitimité. Gabriel Attal, élu député, est même désigné président du groupe Renaissance à l'Assemblée nationale, au mépris de la séparation des pouvoirs. Il est à la fois chef du gouvernement, chef d'un groupe parlementaire, député : un pied à Matignon, un autre au Parlement...

Depuis 8 jours, le gouvernement continue même de publier des décrets alors qu'il ne devrait même plus être en place. Le Journal Officiel - où sont publiées les lois et décisions officielles - continue de se remplir, ce qui est une anomalie : les décisions devraient être suspendues depuis les élections. Ces décrets imposent donc discrètement des mesures racistes, anti-sociales et anti-écologiques.

« Casse du droit du travail

Le 10 juillet, un décret détruit l'obligation pour les travailleurs agricoles d'avoir au moins un jour de repos par semaine. Le texte considère que « les récoltes réalisées manuellement » sont « des travaux dont l'exécution ne peut être différée », et permet ainsi la « suspension du repos hebdomadaire » pour les travailleurs dans la limite d'« une fois au plus sur une période de 30 jours ». C'est un recul du droit du travail, à la demande du lobby des viticulteurs, qui peut ainsi exploiter sans aucune limite les employés pendant les vendanges.

Les producteurs de vin ont déjà des dérogations au droit du travail : ils peuvent par exemple, le temps des

vendanges, faire trimer les saisonniers jusqu'à 60 heures par semaine, et même parfois 72 heures au lieu des 48 heures légales.

Supprimer le jour de repos hebdomadaire est un recul de plus, qui risque de coûter des vies humaines. L'an dernier, au moins quatre saisonniers sont morts pendant les récoltes, épuisés, sous un soleil de plomb, dans le vignoble de Champagne.

« Décrets anti-écologiques »

Les 6 et 8 juillet, un « paquet » législatif a modifié les Codes de l'urbanisme et de l'environnement, pour « simplifier » les installations industrielles. Un autre a inscrit dans la loi les « dispositions d'application de la loi Industrie verte et de simplification en matière d'environnement ». Quand on vous dit « simplification » des normes écologiques et sociales, ça veut dire destruction au profit des libéraux.

En clair, ces mesures favorisent l'implantation d'usines dites « vertes », la transformation de friches industrielles et, dans le même temps, allègent la consultation du public sur les nouveaux projets. Cela aura pour conséquence de détricoter le droit environnemental. Les entreprises pourront passer outre certaines règles pour aller plus vite. L'Autorité environnementale s'est inquiétée le 9 juillet lors de la présentation d'un rapport. Mais qui l'écoute, dans le contexte de tumulte politique ?

« Loi immigration »

En décembre dernier, la Loi Immigration, reprenant des pans entiers du programme du Front National, était votée par les macronistes et l'extrême droite. Marine Le Pen parlait d'une « victoire idéologique ». Le gouvernement vient de publier rapidement un décret d'application de certaines mesures.

Il est donc aujourd'hui possible pour l'administration d'enfermer une personne étrangère en Centre de Rétention, sans contrôle du juge, durant 4 jours. C'est gravissime, cela ouvre la possibilité de priver de liberté un être humain sans contrôle judiciaire.

Un haut-fonctionnaire a expliqué auprès du journal de Bolloré, le JDD : « Il s'agit d'une des mesures les plus répressives de la loi sur l'immigration ». Cette loi avait d'ailleurs été en partie censurée par le Conseil constitutionnel.

« 17 ministres voteront à l'Assemblée »

En refusant à ses ministres de démissionner, Macron crée une confusion politique. Plusieurs d'entre eux ont été élus députés lors des législatives, par exemple Gérard Darmanin, ministre de l'Intérieur, Marc Fesneau, ministre de l'Agriculture ou encore Prisca Thevenot, ministre chargée du Renouveau démocratique.

Ils seront officiellement à la fois ministres et siègeront à l'Assemblée dès jeudi. Ils pourront prendre part aux votes pour élire le président de l'Assemblée, les vice-présidents, le bureau et les présidents de commission.

Sauf que ces ministres continuent d'exercer au gouvernement pendant les jeux Olympique et probablement jusqu'à la rentrée. Théoriquement, ils ne devraient pas participer à la fois dans le pouvoir exécutif et dans le pouvoir législatif. La situation viole un principe fondamental en démocratie : la séparation des pouvoirs. Si ces gens continuent d'exercer comme ministres, ils devraient alors refuser de siéger comme députés, ou inversement. Mais les macronistes se moquent des règles.

En fait, le clan Macron veut conserver la présidence de l'Assemblée Nationale et maintenir Yaël Braun-Pivet à son poste. Il faut donc que tous les députés macronistes, même ministres, puissent lui apporter leur soutien.

Même l'éditorialiste Jean-Michel Apathie s'indigne : « Il faut noter le 18 juillet 2024 sur vos agendas. **Ce jour là, dix-sept ministres en exercice participeront à l'élection du président ou de la présidente de l'Assemblée. Du jamais vu en France, ni au Groenland, ni en Patagonie, ni dans aucune démocratie ayant atteint un certain**

degré de maturité ».

Les macronistes veulent à tout prix gérer le pays avec les fascistes

« Cerise sur le gâteau

L'impayable François De Rugy, multiple traître et amateur de homard, écologiste puis socialiste et enfin macroniste, insiste pour donner des responsabilités au RN, pourtant arrivé troisième aux législatives.

Il tweete : « Les groupes de gauche NFP voudraient exclure le RN du Bureau de l'Assemblée notamment les postes de vice-présidents et questeurs. Ce serait contraire à l'esprit du Règlement de l'Assemblée, qui indique clairement que la proportionnelle doit être respectée ».

Les macronistes veulent à tout prix gérer le pays avec les fascistes, et risquent bien d'y parvenir, malgré les résultats électoraux, et en violant toutes les règles républicaines bourgeoises qu'ils prétendaient défendre jusqu'ici.

Vous avez dit « bordérisation » ?



Désarmer les gouvernements, et prendre enfin nos vies en main ?

LES AGRESSIONS FASCISTES CONTINUENT

En dehors de leurs bastions, les fascistes multiplient les attaques partout.

4 Lannion : la serre d'une association d'accueil saccagée

Idriss est un homme d'origine soudanaise, installé dans le nord de la Bretagne, à Lannion, depuis 2016. Avec une association nommée A4, il anime depuis 2022 une activité de maraîchage avec des personnes exilées. Diverses nationalités se côtoient sur la parcelle où se trouvent des serres : demandeurs d'asile ou sans-papiers, qui se retrouvent pour tisser des liens tout en pratiquant l'agriculture.

Cela permet aux exilé-es, isolé-es et en grande précarité, de se former à des métiers dans le domaine paysan et de l'artisanat.

Dans le cadre des élections et de la montée fulgurante de l'extrême droite, les serres d'Idriss ont été attaquées deux soirs de suite par l'extrême droite.

Rencontré par Mediapart, il a montré « le buffet renversé », « le liquide vaisselle dans l'eau potable », « une machette enfoncée, en guise d'intimidation, dans le plan de travail en bois, une seconde dans le buffet ». L'attaque a été revendiquée par des tags racistes et signée par une organisation nationaliste bretonne qui n'est plus en activité depuis des années.

« J'ai peur que ça se reproduise et qu'un jour ils blessent quelqu'un » craint Idriss.

En Bretagne, la violence d'extrême droite, quasiment inexistante pendant longtemps, explose. Dans les Côtes-d'Armor : le 17 novembre 2023, un lieu au concept similaire à Saint-Brieuc a lui aussi été attaqué. Un commando cagoulé avait attaqué une serre et agressé les occupant-es, blessant quatre personnes. Dans les semaines précédentes, des fascistes avaient semé la terreur à Callac dans les Côtes d'Armor, et avaient réussi à empêcher l'implantation d'un centre d'accueil dans la commune. À Saint-Brévin, c'est la maison du maire qui avait été incendiée par des néo-nazis. À Saint-Brieuc, en juillet dernier, un festival solidaire et antiraciste avait été chargé par un groupe d'extrême droite armé, avant d'être repoussé par les spectateurs.

4 En Ariège, le local de la CGT dévasté

Des croix gammées, des slogans nazis et un énorme dégât des eaux. Les faits ont été commis durant le week-end du second tour des élections législatives. Le local syndical situé dans l'hôpital du Couserans, en Ariège, a été ravagé par des fascistes.

Les portes et armoires ont été défoncées, l'intégralité des archives ainsi que le matériel et des ordinateurs détruits, le mobilier lacéré... Et « les murs, portes et mobiliers ont été tagués de messages odieux glorifiant le Rassemblement National, ornés de symboles nazis, de références à des groupuscules ultra-violents d'extrême droite » explique le syndicat.

« Ils ont fait les choses de façon méthodique et réfléchie » explique à la presse Patrice Chevallier de la CGT. « Ils ont bouché les grilles d'évacuation et ouvert les robinets en grand ». Ce qui a causé une inondation qui a touché le service de santé au travail et le service social du personnel, situé au rez-de-chaussée.

4 Ces deux attaques s'inscrivent dans le cadre d'une explosion des violences d'extrême droite ces dernières semaines

Elles montrent quelles sont les cibles des fascistes : les démuni-es, les sans-droits, les syndicalistes et celles et ceux qui militent pour l'égalité.

Plus inquiétant, la Bretagne et l'Ariège ont longtemps été des régions préservées, avec un fort maillage associatif, une culture de gauche et une quasi-absence de groupes fascistes actifs. L'extrême droite défend toujours les plus forts et s'attaque aux plus faibles.

Ces actes illustrent donc la progression de l'implantation territoriale et le passage à l'acte des fascistes dans tout le pays, même loin de leurs bastions historiques.

(posts de Contre Attaque)

Front populaire dans la rue - Georges Bataille

► [Front populaire dans la rue - Georges Bataille](#)

Dans une séquence où l'on ne cesse de s'identifier aux années 1930, d'analyser ce qui nous en approche ou nous en éloigne, et que l'on se demande ce qu'on attend vraiment du Nouveau Front Populaire sans forcément aboutir à des réponses concluantes, l'appel lancé par Georges Bataille au sein du groupe Contre-Attaque en novembre 1935,

republié ici présente une perspective plus évidente, fait signe vers nous plus franchement.

(...)

« Père, Patrie, Patron, telle est la trilogie qui sert de base à la vieille société patriarcale et, aujourd'hui, à la chiennerie fasciste. » (tract du 5 janvier 1936).

(...)

Ces précautions prises, c'est presque point par point que cet appel semble s'adresser à nous, parler d'aujourd'hui. Malgré ses équivoques et accents parfois virils et autoritaires, et les différences à observer entre l'état des forces à gauche, le paysage des factions fascistes d'alors, et la présence de la guerre au niveau mondial, il donne la formulation d'un message difficile à articuler parce qu'il suppose une sorte de recul vers l'évidence qui nous échappe : un appel à la rue, à trouver le peuple (c'est-à-dire les gens abandonnés), à la reprise en main par chacun.e de son existence politique et collective - à constituer la scène insurrectionnelle qui arrive, comme en 1934, aux marges d'un Front Populaire, à ses côtés, pour le suppléer et le déborder, pour agréger et recomposer les êtres, les sensibilités que les militants de l'économie et les années de macronie ont divisé.

S'il ne s'agit pas de rivaliser avec le fascisme, c'est bien le lien social qu'il faut reformer et retrouver, dans toutes ses dimensions subjectives, et à partir de la lutte appuyée contre le capitalisme, qui ne doit pas s'absoudre dans l'antifascisme ni dans la défense de la démocratie : de l'accord possible à plusieurs sur la prononciation d'une phrase, d'un énoncé, à la déambulation commune, à l'assemblée, à l'occupation d'un rond-point, au désarmement d'une cimenterie, à la reprise des terres, à la protection face à la répression sociale et policière, à la lutte contre le racisme en soi et autour de soi, à la vigilance collective contre l'espèce d'oubli terrible qu'exerce le fascisme d'état sur les affects, et toutes les choses auxquelles on s'est déjà habitué.es.

Le sursaut du sursis sur lequel on navigue ces jours-ci n'a de valeur qu'à traduire par la rue et dans les terres cette volonté qui s'est traduite par un vote mais qui est excédentaire à toute comptabilité politique, qui fait le sens, le « secret du lien valable » qui n'est pas un secret ni un mythe mais l'expérience concrète sans laquelle il n'y a pas de vie ni de politique possible.

(...)

Il est clair dès maintenant, que pour trouver toute la confiance qu'il pourrait avoir dans ses propres ressources, le Front Populaire doit d'abord perdre la confiance qu'il fait actuellement à ses principaux dirigeants.

(...)

Les passions et les émotions qui s'exprimaient dans la révolte des Gilets jaunes en 2018 et les manifestations émeutières de l'été 2023, ont produit un tel effroi dans tous les cercles de pouvoir, et bien au-delà dans certaines couches de la population, qu'il a été assez logique qu'une réponse de ces mêmes pouvoirs se fasse jour. Après la répression, cet épisode a conduit à une neutralisation des affects au nom de la responsabilité et du « raisonnable ». **De la même façon, mais du côté des électeurs, l'espoir d'un autre monde cédant devant la crainte du pire quel qu'il soit supposé être (le « fascisme », « l'insécurité »), il n'est pas étonnant que tout cela se finisse dans les votes « utiles » et des réflexions assez banales sur l'extrême concentration de pouvoir, le mode de scrutin, la représentativité des élus vu le niveau d'abstention, la réduction de la possibilité de prise de parole aux périodes électorales, et non pas des critiques sur la démocratie représentative elle-même et ce qu'elle suppose de délégation de pouvoir à des professionnels de la politique avec leur cortège de conseillers et experts en tout genre.**

Penser et combattre le fascisme - « Il ne s'agit pas de brandir la menace des pires maux pour espérer provoquer une prise de conscience. »

► [Penser et combattre le fascisme](#) - « Il ne s'agit pas de brandir la menace des pires maux pour espérer provoquer une prise de conscience. »

Nous venons de traverser une période d'accélération historique [1]. Des processus à l'oeuvre depuis des années voire des décennies se sont brutalement révélés comme des faits majeurs : l'extrême-droite est apparue en capacité de prendre le pouvoir. (...) Mais si on prend un peu de recul, la situation apparaît finalement assez limpide : notre mode de vie repose sur la sur-exploitation de l'environnement et des pays du sud, et sur un ordre mondial régi par la pax americana. Tout cela atteint ses limites, sans doute indépassables : crise écologique et affaissement du leadership occidental. A ce point du raisonnement, il faut peser ses mots : l'extrême-droite est la seule proposition politique qui peut prétendre apporter des réponses fondamentales et à grande échelle à cette insécurité.

Sa promesse explicite, c'est : "oui votre mode de vie est sérieusement menacé, mais nous allons vous garantir sa préservation". Elle se décline comme une solution relativement cohérente : repli identitaire, frontière, autoritarisme, liquidation des garanties démocratiques, anti-écologisme, etc. (...) Evidemment il peut sembler dérisoire de se protéger des désordres du monde derrière un mur, mais c'est là le ressort du vote RN, et du désir de fascisme : la promesse cachée qu'on n'hésitera pas à aller plus loin

(...) **Le fameux programme du NFP, auquel Mélenchon semble tellement tenir, est tout bonnement navrant. La 'rupture' promise consiste principalement à revenir à la situation de 2017 (on ne parle même plus des trente glorieuses !).** Que la FI, pourtant courageuse politiquement et prête à encaisser les coups les plus durs, n'ait rien d'autre à proposer en matière économique que de 'taxer les riches' dit beaucoup de l'inanité des options à gauche

(...) Il pourrait venir un temps où le qualificatif « antifasciste » sera plus infamant que celui de « fasciste »
Ce qui est en jeu, c'est la part maudite de la bataille pour l'« hégémonie culturelle ». L'hégémonie, même culturelle, est une notion que nous devons certainement abandonner dans les poubelles du XXe siècle. Le négatif travaille contre la gauche depuis qu'elle s'est pensée comme hégémonique. Le problème n'est pas tant qu'elle ait 'abandonné les ouvriers pour les identités minoritaires', mais qu'elle l'ait fait sur un mode de supériorité morale, en abandonnant la dissidence à l'extrême-droite (...) En corollaire, les tentatives de « rediabolisation » du RN sont vouées à l'échec.

(...) l'électorat macroniste, personne ne s'est jamais préoccupé de son avis (Macron le premier). C'est radicalement différent avec le RN, qui porte une politique, et un espoir. Bardella et Le Pen donneront tous les gages possibles pour rassurer les milieux financiers, mais ils ne pourront pas être qualifiés de 'président des riches' aussi facilement que Macron. Il ne s'agit évidemment pas de dire qu'ils seront des dirigeants « du peuple », mais de reconnaître qu'ils ont de véritables partisans, qui doivent être combattus en tant qu'ennemis mais pas niés. Non, tout le monde ne déteste pas Bardella, et la « jeunesse » n'emmerde plus tant que ça le Front National

(...)

La poussée de l'extrême droite, alimentée par des forces historiques dont on perçoit bien qu'elles ne s'épuiseront pas de sitôt, semble à certains égards aussi inéluctable que le changement climatique. En suivant l'analogie, il conviendrait pour l'antifascisme de procéder au même type de décalage que celui que les Soulèvements de la terre cherchent à opérer dans la lutte écologique : abandonner l'espoir d'une réponse totale pour chercher les angles qui donnent des prises partielles, en pariant sur le fait que c'est depuis ces prises qu'un basculement peut s'opérer.

La tâche est ardue : combattre le fascisme en partisan, sur un même plan de légitimité (donc sans pouvoir compter sur les règles du jeu ou l'intervention transcendante d'un arbitre pour nous donner l'avantage), dans un contexte où le rapport de force nous est largement défavorable.

(...)

Il n'y aura pas de soulèvement antifasciste en cas de victoire du RN. Chacun-e le sent bien et personne ou presque ne pense plus pouvoir miser sur la politique du pire pour espérer un sursaut (d'où l'approbation plus ou moins explicite mais quasi unanime du front républicain comme seul rempart dans l'immédiat). En dernier ressort, c'était sur la menace d'un soulèvement que reposait la garantie des principes démocratiques : une sorte d'exercice d'équilibre où on t'accorde assez de marge de liberté pour que tu continues à jouer le jeu. Il faut en tirer les conséquences : la stratégie du zbeul ne fonctionnera pas longtemps si l'escalade joue à coup sûr en notre défaveur.

Il n'y a à moyen terme pas de sortie révolutionnaire de la situation par le haut. Les seules sorties se trouveront par le bas : pas une grande lame de fond qui emportera tout dans une lutte finale, mais des fuites, des îlots, des petits

moments d'insoumission, qui rendent ponctuellement vivable la situation et maintiennent un espoir à long terme.

C'est difficile à accepter pour tout le monde : pour les autonomes qui ont éprouvé les limites de cette perspectives dans la séquence 'zad partout' entre 2012 et 2016, comme pour la gauche qui va devoir remiser une nouvelle fois ses prétentions à l'universalisme. Après avoir été sapé théoriquement par l'émergence des luttes dites 'minoritaires', le voilà condamné pratiquement : les grands espoirs de solutions 'pour tou-te-s' basées sur un Etat social et des services publics émancipateurs s'éloignent un peu plus, non seulement par ce que le néolibéralisme les a méthodiquement démolis, mais parce qu'une partie non négligeable de la population les rejettent désormais activement.

Le mouvement social a malheureusement l'habitude d'être en posture défensive, mais il s'agit désormais d'une question de survie. Nous n'avons pas d'autre option que de faire avec, en adaptant les stratégies. Cela passe à plusieurs titres par une forme de fragmentation.

(...)

Il s'en dégage qu'il vaut certainement mieux mener l'affrontement depuis une position indéfinie, qui ne cherche pas à jouer le tout pour le tout. Concrètement, cela pourrait consister dans la déconstruction dès maintenant du front républicain, avant d'être au pied du mur du deuxième tour d'une élection gagnable par le RN. Ce n'est pas au moment de la crue qu'on procède à l'effacement d'un barrage. Encore une fois, il était à la fois éminemment légitime et éminemment déplorable que la principale activité antifasciste de la semaine dernière soit de mettre la pression sur des candidat-es pour obtenir leur désistement. Cela peut s'étendre aussi à l'unité de la gauche, qui dans la situation bénéficie surtout à Hollande et ses amis et condamne la gauche radicale à s'agiter sans avoir le moyens de porter une véritable politique de rupture. Il y a certainement des points de jonction à opérer avec ce qu'il reste de forces politiques non-fascisantes, mais autant les penser depuis une position d'autonomie et non depuis une unité que tout le monde sait largement factice.

(...)

Fragmentation territoriale, aussi. La cartographie électorale est très claire : il y a des territoires qui peuvent légitimement revendiquer se soustraire à une gouvernance RN. Il « suffit » pour cela d'accepter que la République française n'est pas si indivisible. Des institutions locales peuvent assumer de ne pas appliquer les directives nationales

(...)

La soustraction à l'emprise du RN passera ainsi par une série d'expérience d'auto-organisation : comment soigner les personnes privées de l'aide médicale d'Etat ? comment contrer la toute-puissance policière dans les quartiers populaires ? comment échapper à l'enrôlement dans les corps armés qui seront envoyés tirer à vu sur les migrant-es aux frontières de l'Europe ? comment assurer le fonctionnement des initiatives associatives face aux coupes de subvention ciblées ? Autant de question qui appellent des réponses concrètes, qui n'impliquent pas forcément une part ouvertement confrontationnelle, mais qui ne peuvent être prises en charge qu'à une échelle d'abord locale, avant d'être fédérées transterritorialement.

(...)

Fragmentation de l'imaginaire, enfin. Il y a un retournement à opérer. Nous sommes largement contraint par la situation à abandonner toute velléité totalisante, au moins à moyen terme. Il s'agirait de rendre la fragmentation désirable pour elle-même, d'en faire un idéal de secours.

(...)

Enfin, et pour ne pas finir sur une note trop optimiste, il faut pointer la nécessité d'un discours lucide et audible qui affirme que oui, il est possible que nos conditions d'existences changent radicalement, avec une perte de confort et de sécurité qui risque de balayer des décennies de « progrès social ». Ce dont il est question - et la liste est loin d'être exhaustive même si on écarte ce qui relèverait d'une prise de pouvoir fasciste - c'est de coupures régulières d'eau courante et d'électricité, de défauts d'approvisionnement des produits de première nécessité, du développement de l'emprise de groupes mafieux, de l'incapacité de soigner des maladies banales, d'implications massives dans des conflits armés (au moins hors du territoire national), de catastrophes sanitaires et climatiques. Ce ne serait que la conséquence logique d'un alignement des sociétés occidentales sur le reste du monde. Tant que chacun fera l'autruche face à cette perspective, l'extrême-droite pourra prospérer en se contentant de répondre à

demi-mot. A l'inverse, si on la fait exister sérieusement dans le champ politique, les 'solutions' fascisantes pourraient apparaître pour ce qu'elles sont : des tentatives désespérées de contenir la catastrophe en y surajoutant des couches d'horreur.

Il est important de préciser : il ne s'agit pas de brandir la menace des pires maux pour espérer provoquer une prise de conscience. Au contraire, il s'agit de considérer qu'une sorte de pré-conscience de la catastrophe est déjà largement diffusée, et que c'est même elle qui alimente le vote RN (souvent par des réflexes défensifs de négation-validation évoqués plus haut). Il s'agit de prendre acte, et de commencer ici et maintenant à faire face, de manière lucide et déterminée, avec ce que l'on sait avoir pour nous et qu'aucune condition matérielle ne pourra tout à fait nous enlever : la solidarité, la disposition à la rencontre, le goût pour la lutte, l'amour de la joie.

Manières de faire, manières de dire - « Le peuple fasciste n'existe pas encore, il se cherche. »

► [Manières de faire, manières de dire](#) - « Le peuple fasciste n'existe pas encore, il se cherche. » Patrick Condé - Dimanche dernier, dans l'après-midi, je transmettais à lundimatin un texte que je retirais le soir même en demandant de ne pas le publier, si LM en eut l'intention. Le résultat des élections démentait en effet l'hypothèse que je jugeais quasi certaine d'une victoire du RN.

Je reviens aujourd'hui sur le fond de l'affaire, qui ne me semble pourtant qu'à moitié remis en cause dans ce que je soutenais.

(...) La troisième croyance à laquelle je ne veux plus non plus m'en remettre est celle qui dit : « le RN au pouvoir, c'est aussitôt la révolution ». Croyance dont l'enjeu se trouve assez justement inquiété sur LM par Ut Talpa à l'aide d'un conditionnel décisif : « Si la pulsion brutale aspirante - le goût infantile pour la catastrophe et l'arrêt du monde - n'est pas rapidement satisfaite dans le style, les catégories, les images et les directions de la tyrannie idéologique de notre camp, sous le régime radicalisé de la tyrannie révolutionnaire, alors, il faudra s'attendre à voir passer tous ces affects, jour après jour, dans l'autre camp, armé, lui, de l'appareil d'État. Les partis ont tous appelé à l'unité - nous vous proposons la division. Si les gauchistes et les communalistes assument frontalement ce qu'ils savent, alors ils savent que, dans peu de temps, ils n'auront plus face à eux les tocards de plateau télé, mais leurs chiens qui vous logent une balle dans la nuque. Il ne s'agit plus de réparer l'unité de la France, il s'agit de se convertir un à un à la vie révolutionnaire continentale et planétaire

(...)

Je maintiens de mon côté que, sans du tout le souci de vouloir donner une base sociale au Nouveau Front Populaire (qui pour l'instant n'en a pas ou si peu, le nombre d'électeurs ne s'identifie pas à cela), en l'absence d'un mouvement fort, au moins équivalent à celui des Gilets jaunes, ces trois années à venir vont être, même avec un 1er ministre « de gauche », un pitoyable salmigondis, dont le RN ne pourra que tirer profit aux présidentielles de 2027. Tout en effet plaide en faveur de la suspension par les gauches de l'aspiration révolutionnaire, sur le mode « il nous faut un soutien populaire, mais pas plus ». La gauche de nouveau « aux affaires » peut laisser un grand nombre les bras croisés à attendre qu'elle fasse enfin ce qu'elle dit (« notre dernière chance », dit Ruffin). Mais il n'est pas absolument certain que tout se passe ainsi. Un fort mouvement débordant de très loin ce soutien populaire à la gauche peut naître d'une broutille ou revendication faible, comme ce fut le cas pour les GJ, sans même qu'on le voie venir. Car dans une situation où personne n'a vraiment gagné, l'horizon est aussi bouché et potentiellement bloqué, bien que sous une autre forme, que lors du déclenchement de la révolte des GJ. Cela à la fois ne dépend que de nous, et pas que de nous.

(...)

Je terminais mon premier texte ainsi : « Spectateurs du Spectacle et électeurs ne forment pas, n'ont jamais formé un peuple. Des atomes largués dans l'atmosphère, des fluidités liquides, des esprits de corps réduits pour l'instant à leurs intérêts immédiats, vitaux (disent-ils), des peurs du déclassement, du remplacement, des haines d'un ennemi commun « l'immigration, la finance, l'Europe », des implorations tournées vers un sauveur, celui « qu'on n'a jamais essayé » ou « qui fera enfin le ménage », sur fond d'un mythe déchu dont ne persiste qu'un slogan - « la France aux

français » qui sonne creux, fêlé puisque nombre d'immigrés sont devenus français depuis 20, 30 ou 40 ans (...)

La base sociale du RN peut être analysée à l'infini, le constat est que cette multitude d'intérêts articulés aux haines, désirs de revanche et replis sur soi passe par une revendication d'un État fort, capable d'assumer le sale boulot, par des lois scélérates, des flics scélérats campés sur leur présomption de légitime défense. Pour tout le reste, ils savent que cela fonctionnera comme avant, mais en bien plus vache pour les étrangers et immigrés, les chômeurs, « l'ultragauche », voire les écolos (deux jeunes jardiniers que connaissent des amis votent RN par haine des écolos !), et en plus confortable pour les français de souche enfin préférés comme il le faut, enfin justement rétribués et rémunérés à hauteur de la dette infinie dont il fallait s'acquitter envers eux (...)

Le peuple fasciste n'existe pas encore, il se cherche. Sera-t-il appelé à parader, occuper, chanter, fêter par une esthétique qui seule lui conférerait une existence visible, envahissante, saturant l'espace public ? Sera-t-il convoqué pour la guerre civile face à un assemblage adverse dont nous ne savons rien, si ce n'est qu'il ne veut plus se nommer peuple, laissant ce vocable au « populisme » en confondant « Le peuple » et un peuple, par une erreur qui pourrait bien lui être fatale ? ».

Il est trop clair que dans la classe politique comme dans l'électorat lui correspondant, tout le monde veut toujours plus d'État, et que chacun revendique sa souveraineté au nom du peuple, sur le mode monarchique de Macron - « Mon peuple », « populiste » du RN - « quand le peuple vote, le peuple gagne », et traditionnellement « le peuple de gauche » pour le camp d'en face (qui n'est pas essentiellement « populiste », ce n'est pas parce qu'on convoque une foule de gens Place de la République qu'on fait du populisme). Agir consciemment et « juger du sens d'une situation du dehors » peut impliquer un refus radical de l'État, mais implique-t-il un refus tout aussi radical non pas du Peuple, mais de la venue d'un peuple ?

(...)

De fait, cet État dit et dicte ce qui fait et ce qui ne fait pas peuple, à la condition d'identifier le peuple à la nation, et en dernier ressort à l'État lui-même. Ce que font les fachos aussi, et la gauche consensuelle sur l'autre versant. Reste à savoir et expérimenter ce que donnerait un peuple affranchi, émancipé de cette identification fatale, échappé même de cet « impérium » que serait l'auto-institution de la multitude

(...)

Évanescence du temps historique et victoire à la Pyrrhus pour la démocratie

► [Évanescence du temps historique et victoire à la Pyrrhus pour la démocratie](#)

L'actuelle suspension du gouvernement français est rapidement et régulièrement analysé comme le résultat d'un angle mort institutionnel, d'un coup de force d'Emmanuel Macron ou d'une fragmentation insoluble de l'opinion politique. Dans ce très bon texte, le collectif Temps Critiques propose de prendre un peu de hauteur historique en repartant d'une fameuse thèse du philosophe politique opéraïste Mario Tronti. Et si la soit disant « crise de régime » à laquelle nous assistons n'était pas en réalité le stade terminal ou le terminus d'une forme de la démocratie parvenue à avaler et digérer la lutte des classes et l'Histoire ?

(...)

La rupture du fil rouge des luttes de classes a interrompu le récit qui liait passé, présent et devenir. Ce qui est alors convoqué, ce n'est plus un temps historique et son récit, mais des utilisations du passé pour réveiller un imaginaire désincarné que certains cherchent à ressusciter. On le voit en cette toute fin du printemps 2024 quand l'imaginaire du Front populaire de 1936 est brandi au nom d'une similitude de situation qu'on serait bien en peine de démontrer.

(...)

Les rapports de subordination ne sont plus critiqués en tant que tels en premier lieu parce que, nous l'avons déjà dit

ailleurs, la question de l'exploitation au travail et la critique du travail (au moins salarié) perd de son importance à l'aune de la perte de « valeur » de ce même travail (la recherche d'un sens au travail ou de reconnaissance au travail est peu propice à l'insubordination, qui nécessite au minimum un pas de côté). Dans le même ordre d'idées, il y a une forte proportion de personnes en dehors de situations de travail (jeunes scolarisés, chômage de longue durée des « seniors », retraités, etc.) qui ne sont plus directement en phase avec cette subordination, mais plutôt avec d'autres formes de subalternisation ou d'invisibilisation comme disent nos postmodernes (faible pouvoir d'achat, isolement et/ou repli sur soi) qui ne portent pas particulièrement vers l'ouverture généreuse et aventureuse, alors que les solidarités de proximité territoriale ou commun mode de vie et culture de classe ont encore fonctionné tant bien que mal jusqu'à la fin des années 1980. En admettant que beaucoup de ces personnes aient mis de l'espoir dans le « Tous ensemble » de 1995, parce que la particularisation de classe s'accompagnait souvent de l'universalisme républicain ou de l'internationalisme prolétarien ; en admettant toujours que certains aient tenté de prolonger cette tendance sous la forme du « Tous Gilets jaunes » de 2018, on peut toutefois penser que nombreux sont ceux qui ne voient plus aujourd'hui d'ensemble et d'homogénéité que dans le retour à la nation dans un mélange d'autoritarisme régalien, d'interventionnisme social et de préférence nationale.

(...)

Ensuite, l'idée issue du mouvement Occupy Wall Street, selon laquelle les 1 % opprimeraient les 99 % autres, transformant ces derniers en un magma informe, s'est depuis transformée en une idéologie simpliste produisant un anticapitalisme de façade et rassurant, puisque l'unité est déjà là, présente par définition, puisque les 99 % sont vus comme un bloc d'abord opprimé et non pas traversé par ses propres contradictions internes, niveaux hiérarchiques et de pouvoir. C'est aussi la construction de toutes pièces de cette unité de façade des dominés, en l'absence de l'ancien sujet révolutionnaire, qui permet de désigner des cibles (et d'éventuels boucs émissaires plus concrets).

(...)

Les écologistes dans les grandes villes qu'ils « dirigent » sont de parfaits auxiliaires du mouvement de la révolution du capital, avec leur discours sur la « transition » et le laisser-faire de la destruction des centres-villes livrés aux franchisés des grandes surfaces et des marques et à la spéculation immobilière, la justification de l'extension de l'énergie nucléaire forcément d'optique centralisatrice, alors qu'ils bataillent vainement pour se faire entendre dans les provinces et campagnes. Or les habitants des petites villes et des campagnes partagent contre les écologistes, la même haine immense qu'ils entretiennent contre Macron et ses start-uppers puisque, pour eux, ils représentent à la fois les ultra-urbains de la grande métropole et les joyeux « établis » des campagnes, qu'ils s'opposent à l'agriculture productiviste ou fassent augmenter les prix de l'immobilier. Les ruraux, sauf peut-être dans le mouvement contre l'aéroport de Nantes, restent de toute façon très circonspects vis-à-vis des actions sur le terrain provenant de l'extérieur, type celle des « Soulèvements de la terre » contre les grandes bassines, qui débordent leurs propres actions directes, voire violentes, mais parfaitement tolérées par les préfetures et la police, puisqu'encadrées par la FNSEA ou la Coordination rurale.

(...)

et aussi :

[Été 2024 : Coup de force institutionnel, tumulte politique et réponse parodique](#)

Divers

- [« Sales gauchistes » : la police agresse des Jeunes Insoumis après le revers de l'extrême-droite](#) - Violences policières, salut nazi, acharnement raciste contre un militant... Dans la nuit de dimanche à lundi, alors que des militants des Jeunes Insoumis fêtaient le résultat des élections législatives, une dizaine d'entre eux ont été violemment réprimés par des policiers d'extrême-droite. Solidarité !
- [Potins et cancans sur le temps présent - Jordan Bardella est-il une marchandise comme les autres ?](#) - La passion dominante des sociétés modernes est celle de la consommation. Elle mène le projet d'être l'exclusive activité humaine. Les outils de fichage des masses humaines poursuivent d'abord cette perspective de capture, d'incitation et celle de naturaliser le comportement de client. De la position, dominante encore récente, de spectateur passif satisfait ou mécontent, c'est maintenant avec le consommateur addict à l'acte

d'appropriation que s'apaise brièvement la souffrance que produit l'absence de reconnaissance. Pour l'heure, les nouvelles économies de l'attention, de l'émotion, du simulacre, de l'originalité formatée, du faux, ont réussi leur objectif : produire un individu qui réponde en tout point à leur power-plan.

(...) **L'homme politique, l'homme d'Etat, celui dont le caprice et le pouvoir vont - quoiqu'il en soit - pénétrer les vies, se manufacture et s'usine de telle manière à être regardé comme le meilleur produit du marché. Il doit affirmer sa nouveauté, sa capacité à être intuitif et compatible : ce que les industriels, banquiers, agro-industriels et politiciens rassemblent dans le concept « répondre à la demande du public ». Ici - et on le voit partout - le personnage se meut telle une entité mi-machine mi-homme en costume et cheveux gominés : il est jeune, encore marqué par les ébarbures des coachs et de l'atelier de montage, porte beau avec une souplesse chorégraphiée, débite des propos fabriqués à partir d'algorithmes. « On l'a jamais essayé ! » dit le consommateur, omettant dans l'enthousiasme de la nouveauté que ce produit-là ne pourra être ni retourné ni remboursé, ni même échangé.**

(...) Car ce choix se nourrit de désespoir et d'un sentiment envahissant d'impuissance. Le quidam, dans le cas où sa curiosité le pousserait à s'intéresser au contenu, serait-il en accord avec les propos publics et avec ce qui est présenté comme programme ? Vu à la télé ! comme dit le slogan en guise de validation. Il s'agit là d'un phénomène de mode qui, comme toujours, promet de s'inventer puissants et stars, autant de garanties de cash pour l'économie. Il y a de la colère, de la lassitude, du dégoût, une profonde méfiance, une envie irrépressible de changement qui s'effraient d'elles mêmes. Elles ressentent le vide du présent et redoutent le gouffre que leur fait percevoir la fureur. Elles expriment un lâche rejet des plus faibles, des sans-défense et des plus démunis qu'eux. C'est là que s'arrête le courage. Le reste est confié à de plus organisés qui assurent que ce ressentiment est collectif et qu'ils sauront l'aborder d'une manière autrement plus générale que dans le dénuement individuel. Ici, l'isolement donne l'impression d'être ébréché. « Ne changez rien, on change tout » comme le dit la chaîne de supermarché Auchan. (...) **La « politique de la peur », la fabrication de l'effroi, les projecteurs rentabilisant le moindre fait-divers impliquant des pauvres, de préférence de couleurs, ont autorisé ceux qui réclament la loi et l'ordre contre les autres - mais jamais pour eux-mêmes - à se présenter comme les garants de la sécurité à l'égal des racketteurs mafieux.**

Et si c'était, non pas aux classes populaires de montrer "morale blanche" à la gauche pour qu'elle les accepte et les défende, mais à la gauche de prouver qu'elle mérite les classes populaires ?

- **[Faut-il "éduquer le peuple" ?](#)** - "Madame nous on sait rien, on est des campagnards" fut la première phrase que j'ai entendue, lors du premier cours du premier remplacement que j'ai effectué en tant qu'enseignante en lycée agricole, auprès de jeunes en filières professionnelles. Celui qui m'a dit ça était en bac pro aquacole : ambiance chasse, pêche et motocross. Ces jeunes avaient incorporé l'idée que l'école n'était pas faite pour eux, qu'être éloigné de la culture scolaire voulait dire ne rien savoir. J'ai tenu un an et demi en tant que prof d'histoire et de français dans deux lycées agricoles, j'en suis sortie par la grande porte du burn-out. Trop de cours, de classes, de programmes différents : j'y passais mes journées, soirées et week-ends, et j'étais épuisée par la gestion de classe. J'avais l'impression d'être forcée à jouer un rôle, dans une grande pièce de théâtre mise en scène par des gens qui ne sont même pas sur place, que tout le monde accepte d'exécuter sans trop comprendre pourquoi. (...) Les classes populaires sont systématiquement perçues par les pouvoirs publics comme étant en déficit d'éducation, de culture, de morale (...) Est-ce que la gauche, en prenant en charge "l'éducation du peuple", via l'école, ses valeurs républicaines, son dressage, son tri social ; ou via l'éducation populaire associative, ses ateliers ludiques (mais imposés), de sensibilisation au sexisme, à l'homophobie ou au racisme, à la laïcité, ou à l'écologie, ne rejoue pas là une forme de domination symbolique qui contribue à l'éloigner des classes populaires ? Nous les gens-de-gauche, comment on se sentirait d'être éduqués à des "valeurs" sans qu'on nous demande notre avis, par des gens qui disent être de notre côté ? Pourquoi on ne parle pas de lutte des classes dans ces ateliers et ces formations ? Ou des violences policières ? **Les classes sociales supérieures ne seraient-elles pas celles que l'on ne va jamais sensibiliser ? Et si c'était, non pas aux classes populaires de montrer "morale blanche" à la gauche pour qu'elle les accepte et les défende, mais à la gauche de prouver qu'elle mérite les classes populaires ?** (...) Une des conséquences de cette non-politisation, c'est qu'elle ouvre grand la porte aux théories complotistes. Quand les jeunes nous disent : "mais madame, ils disent fraternité mais ils laissent crever les gens dans la rue". On dit quoi ? Quand ils disent : "mais madame, ok on parle des femmes et des homosexuels, mais nous on parle jamais de nos

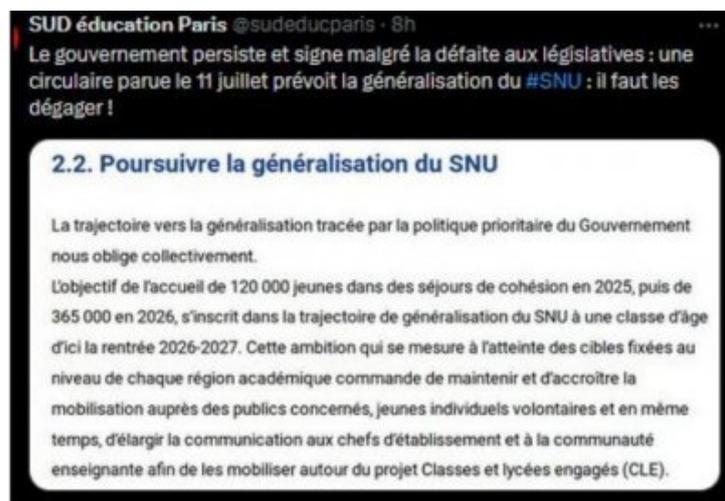
discriminations, d'islamophobie, des violences policières", on dit quoi ? Quand ils parlent des deux poids deux mesures, des hommes et des femmes politiques jamais condamnés par la justice alors que leurs frères à eux sont tués par la police sans conséquence, quand ils parlent de leur liberté d'expression qui a plus de limites que d'autres, on dit quoi ? Pas grand chose. Certain.es nient en bloc, d'autres leur accordent timidement qu'ils ont raison sur certains points mais qu'il y a malheureusement des "abus", c'est comme ça, c'est la vie. (...) **Pour conclure, j'aimerais dire ceci : l'éducation populaire, ce n'est pas l'éducation du peuple. Être de gauche, ce n'est pas être dans une situation de supériorité morale. Penser que l'émancipation s'impose ou se décrète, qu'on peut émanciper ou libérer les gens malgré eux, c'est être dans une posture impérialiste et bourgeoise, c'est reproduire la domination qu'on pense combattre. Je suis persuadée que la convergence que l'on désire ne verra pas le jour tant qu'il y aura un double discours, un double traitement, que les plus puissants et privilégiés n'auront pas de compte à rendre sur leur domination matérielle, raciste, sexuelle, là où les plus précaires sont sommés d'être des gentils, notamment à travers l'éducation formelle et associative, tout en étant écrasés, humiliés par l'Etat. Ça ne marchera pas tant que la gauche incarnera aux yeux des classes populaires une forme de sous-bourgeoisie morale, diffusant son savoir humaniste de haut en bas. Ça ne marchera que si les gens ont du pouvoir par ailleurs, que s'ils sont souverains politiquement, économiquement, sexuellement.**

Stop à l'éducation du peuple. Vive la résistance, l'auto-organisation, l'éducation populaire politique.

- [16 juillet 1942 : la police française livre des milliers de Juifs aux nazis](#) - Le 16 juillet 1942, au petit matin, la police française s'est déployée pour arrêter 13 152 juifs : 8.160 d'entre eux ont été enfermés dans le Vélodrome d'hiver (10 boulevard de Grenelle), dont 4.115 enfants, tandis que les autres étaient concentrés dans le camp de Drancy, avant d'être envoyés vers les camps d'extermination, en particulier celui d'Auschwit-Birkenau.

Le gouvernement Macron s'enfonce de plus en plus dans l'illégalité autoritaire et magouilleuse.

Pour avoir les voix de ses ministres le 18 juillet afin de pouvoir magouiller avec le RN et en échange lui filer quelques postes, tout cela afin de garder la présidence de l'Assemblée Nationale à LREM, Macron va accepter la démission de Attal et son gouvernement pour qu'ils puissent voter comme députés le 18 juillet parce que c'est interdit aux ministres par la Constitution. En même temps, il va quand même garder ce même gouvernement démissionnaire en place pour gérer les affaires courantes, c'est-à-dire la répression des kanaks, des écologistes des grandes bassines etc, etc. Bref, ils seront toujours ministres mais ils vont quand même voter en prétendant qu'ils ne le sont plus. (J Chastaing)



Désarmer les gouvernements, et prendre enfin nos vies en main ?